

TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

JAARGANG 1975 Nr. 77

A. TITEL

*Overeenkomst tussen bepaalde Lid-Staten van de Europese
Organisatie voor Ruimteonderzoek en de Europese Organisatie
voor Ruimteonderzoek betreffende de uitvoering van een
programma voor een maritieme satelliet
(met Bijlagen);
Neuilly-sur-Seine, 21 september 1973*

B. TEKST ¹⁾**Arrangement entre certains Etats Membres de l'Organisation
Européenne de Recherches Spatiales et l'Organisation Européenne
de Recherches Spatiales concernant l'exécution d'un programme
de satellite maritime****Préambule**

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, du Royaume de Belgique, de l'Espagne, de la République Française, de la République Italienne, du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord (ci-après dénommés „les Participants”), Gouvernements d'Etats parties à la Convention portant création d'une Organisation Européenne de Recherches Spatiales, ouverte à la signature, à Paris, le 14 juin 1962 (ci-après dénommée „la Convention”),

et

l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales (ci-après dénommée „l'Organisation”),

Considérant que l'Organisation Intergouvernementale Consultative de la Navigation Maritime (OMCI) a reconnu que l'utilisation des techniques spatiales pouvait améliorer considérablement les communications maritimes et ainsi la sécurité et la navigation des navires et autres unités opérant en mer ainsi que l'efficacité et l'économie de la navigation maritime qui assure quatre-vingt pour cent du commerce mondial international,

Estimant que l'accomplissement de ces objectifs demande des efforts de développement technique importants qui assureront le progrès de l'industrie européenne et la mettront en mesure de participer, de façon plus compétitive, à la réalisation d'autres systèmes spatiaux, en particulier pour des applications maritimes,

Considérant les conclusions de la Conférence Spatiale Européenne qui s'est tenue à Bruxelles le 31 juillet 1973,

Considérant les incertitudes qui existent encore à propos des caractéristiques d'un système pleinement opérationnel ainsi que le besoin urgent d'acquérir, le plus tôt possible, une expérience expérimentale et préopérationnelle,

Considérant que la plate-forme qui est actuellement en cours de développement par l'Organisation pour son programme de satellite

¹⁾ De Duitse tekst is niet afgedrukt.

**Arrangement between certain Member States of the European Space
Research Organisation and the European Space Research
Organisation concerning the execution of a maritime
satellite programme**

Preamble

The Government of the Federal Republic of Germany, the Kingdom of Belgium, the French Republic, the Italian Republic, Spain, the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, (hereinafter referred to as "the Participants"), being Governments of States parties to the Convention for the establishment of a European Space Research Organisation opened for signature in Paris on 14 June 1962 (hereinafter referred to as "the Convention"),

and

the European Space Research Organisation (hereinafter referred to as "the Organisation"),

Having regard to the recognition by the Intergovernmental Maritime Consultative Organisation (IMCO) that the use of space techniques could significantly improve maritime communications and thus the safety and navigation of ships and other units operating at sea, as well as the efficiency and economy of shipping, which carries eighty per cent of the world international trade,

Considering that the attainment of these objectives will call for major technological efforts that will assure the progress of European industry and enable it to participate more competitively in the development of further space systems, in particular for maritime applications,

Having regard to the conclusions of the European Space Conference held in Brussels on 31 July 1973,

Having regard to the uncertainties which still exist in the characteristics of a fully operational system and the urgent need to acquire experimental and preoperational information at the earliest date,

Considering that the platform presently under development by the Organisation for its Communication Satellite programme is available

de télécommunications est disponible pour les buts d'un satellite expérimental et préopérationnel, conformément au souhait exprimé dans le Préambule de l'Arrangement entre certains Etats membres de l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales et l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales concernant l'exécution d'un programme de satellite de télécommunications,

Vu la Déclaration faite par les représentants au Conseil de l'Organisation des Gouvernements précités au cours de la 59e session du Conseil (ESRO/C/LIX/Dec. 2),

Vu la Résolution du Conseil de l'Organisation prise à sa 59e session relative à l'acceptation de la demande concernant l'exécution de ce programme dans le cadre de l'Organisation (ESRO/C/LIX/Rés. 2),

Sont convenus de ce qui suit:

Article premier

Les Participants entreprennent un programme, ci-après appelé le Programme „MAROTS”, ayant pour but la conception, le développement, la construction, le lancement et le fonctionnement en orbite d'un système de satellite maritime expérimental et préopérationnel. Les éléments de ce programme, qui prend due considération des directives de l'OMCI, sont décrits à l'Annexe A au présent Arrangement.

Article 2

1. Le Programme „MAROTS” fournira un secteur spatial pour l'acquisition à la fois de données expérimentales et d'une expérience préopérationnelle. La configuration du satellite dénommé OTS (Orbital Test Satellite) qui est développé séparément dans le cadre du programme de satellite de télécommunications sera utilisée comme configuration de base du satellite.
2. Les Participants conviennent qu'ils s'efforceront d'établir, séparément ou en commun, en dehors du présent Arrangement, les installations du secteur terrien, à terre et à bord de navires, nécessaires pour l'utilisation expérimentale et préopérationnelle du secteur spatial établi aux termes du présent Arrangement.

Article 3

1. L'Organisation, en application de l'Article VIII de la Convention, exécute le Programme „MAROTS” mentionné à l'Article premier ci-dessus, conformément au calendrier et aux dispositions de l'Annexe A au présent Arrangement.

for the purpose of an experimental and preoperational satellite, in conformity with the wish expressed in the Preamble of the Arrangement between certain Member States of the European Space Research Organisation and the European Space Organisation concerning the execution of a Communication Satellite programme,

Having regard to the Declaration made by representatives on the Council of the Organisation, during the 59th Session of this body, of the Governments referred to above (ESRO/C/LIX/Dec. 2),

Having regard to the Resolution adopted by the Council of the Organisation during its 59th Session concerning the acceptance of the request to execute this programme within the framework of the Organisation (ESRO/C/LIX/Res. 2),

Have agreed as follows:

Article 1

The Participants shall undertake a programme, hereinafter referred to as the "MAROTS" Programme, whose objectives shall be to design, develop, construct, launch and operate in orbit an experimental and preoperational maritime satellite. The elements of this programme which takes due account of the IMCO guidelines, are described in Annex A to the present Arrangement.

Article 2

1. The "MAROTS" Programme shall provide a space segment for the acquisition of both experimental data and preoperational experience. The configuration of the Orbital Test Satellite (OTS) developed separately in the context of the Communication Satellite programme, shall be used as the basic spacecraft configuration.
2. The Participants agree that they will endeavour to establish separately or communally, outside this Arrangement, the ground facilities (both earth stations and shipborne terminals) necessary for the experimental and preoperational utilisation of the space segment established under this Arrangement.

Article 3

1. The Organisation shall, under Article VIII of the Convention, execute the "MAROTS" Programme referred to in Article 1 above, in conformity with the timetable and other provisions set out in Annex A to this Agreement.
-

2. Sauf stipulation contraire du présent Arrangement, l'Organisation exécute ce programme en conformité avec les règles et procédures en vigueur à l'Organisation.
3. Le Programme „MAROTS” sera exécuté en coopération étroite avec les organismes utilisateurs des Participants.

Article 4

1. Un Conseil directeur de programme, composé des représentants des Participants, assume la responsabilité du Programme „MAROTS” et prend toutes décisions le concernant, en conformité avec les dispositions du présent Arrangement.
2. Pour les problèmes affectant ce programme et tout autre programme de l'Organisation, le Conseil directeur de programme joue le rôle d'organe consultatif du Conseil de l'Organisation, auquel il présente toutes recommandations nécessaires.
3. Le Conseil directeur de programme est également chargé de maintenir des rapports étroits avec les organismes nationaux et internationaux compétents dans le domaine maritime et plus particulièrement dans le domaine des télécommunications maritimes. Il définit les règles d'utilisation du secteur spatial qui résultera du Programme „MAROTS”, en prenant en considération les règlements nationaux et internationaux appropriés.
4. Le Conseil directeur de programme peut créer les organes consultatifs qui lui paraissent nécessaires pour assurer la bonne exécution du programme.
5. Les décisions du Conseil directeur de programme sont prises conformément aux dispositions du présent Arrangement. A défaut de dispositions expresses, les règles de vote fixées par la Convention et par le Règlement de procédure du Conseil de l'Organisation s'appliquent mutatis mutandis.

Article 5

1. Les dépenses découlant de l'exécution du Programme „MAROTS” par l'Organisation aux termes du présent Arrangement sont supportées par les Participants conformément aux dispositions détaillées prévues à l'Annexe B au présent Arrangement et dans les limites de l'enveloppe financière ferme mentionnée au paragraphe 2 du présent Article.
2. Les Participants conviennent de contribuer au financement du Programme „MAROTS” sur la base d'une enveloppe financière ferme de 75 millions d'unités de compte (au niveau des

2. Except otherwise provided in this Arrangement, the Organisation shall execute this programme in conformity with the rules and procedures in force in the Organisation.
3. The "MAROTS" Programme shall be executed in close cooperation with the user agencies of the Participants.

Article 4

1. A Programme Board composed of representatives of the Participants shall be responsible for the "MAROTS" Programme and shall take all decisions relating to it, in conformity with the provisions of this Arrangement.
2. For matters affecting this and any other programme of the Organisation, the Programme Board shall be advisory to the Council, to which it will on such matters make all necessary recommendations.
3. The Programme Board shall also be responsible for maintaining close links with national and international agencies involved in the maritime field and more particularly in the field of maritime communications. It shall define the rules for using the space segment to be produced by the "MAROTS" Programme, taking into account the relevant national and international regulations.
4. The Programme Board may establish such advisory bodies as it may deem necessary for the proper execution of the programme.
5. The decisions of the Programme Board shall be taken in conformity with the provisions of this Arrangement. Unless expressly provided otherwise, the voting rules laid down in the Convention and in the Rules of Procedure of the Organisation's Council shall apply *mutatis mutandis*.

Article 5

1. The expenditure resulting from the execution of the "MAROTS" Programme by the Organisation under this Arrangement shall be met by the Participants, in accordance with the detailed provisions set out in Annex B to this Arrangement, and within the limits of the firm financial envelope mentioned in paragraph 2 of the present Article.
 2. The Participants agree to contribute to the financing of the "MAROTS" Programme on the basis of a firm financial envelope of 75 million accounting units (at mid-1973 price
-

prix de la mi-1973), qui comprend une part des frais communs et de soutien de l'Organisation actuellement estimée à 12,1 millions d'unités de compte.

3. Les budgets annuels relatifs au Programme „MAROTS” sont approuvés à la majorité des deux tiers des Participants par le Conseil directeur de programme à l'intérieur de l'enveloppe financière ferme.
4. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord se porte garant du paiement des sommes qui figurent sous la rubrique „Autres Etats” du tableau de l'Annexe B, paragraphe 2, aussi longtemps que ces sommes ne sont pas couvertes par ailleurs.

Article 6

1. Les Participants conviennent, en vue de permettre la révision de l'enveloppe financière ferme, d'appliquer la procédure en vigueur à l'Organisation en cas de variation du niveau des prix.
2. Si l'enveloppe doit être révisée pour des motifs autres qu'une variation du niveau des prix, les dispositions suivantes sont applicables:
 - (a) dans la mesure où il n'y a pas de dépassements cumulatifs de coûts supérieurs à 20% du montant de l'enveloppe financière, nul Participant ne peut se retirer du programme et le Conseil directeur de programme fixe les dépenses additionnelles à la majorité des deux tiers;
 - (b) en cas de dépassements cumulatifs de coûts supérieurs à 20% du montant de l'enveloppe, les Participants qui le désirent peuvent se retirer du programme „MAROTS” sous réserve des dispositions de l'Article 16. Ceux qui veulent en poursuivre l'exécution se consultent et fixent les modalités de sa continuation. Ils en informent le Conseil de l'Organisation qui prend, le cas échéant, toutes dispositions nécessaires.

Article 7

Les droits de propriété intellectuelle et l'accès aux informations techniques découlant de l'exécution du Programme „MAROTS” sont réservés aux Participants; toutefois, l'Organisation a le droit de les utiliser gratuitement pour l'ensemble de ses activités.

levels), which includes a share of the Organisation's common and support costs currently estimated as 12.1 million accounting units.

3. The annual budgets relating to the "MAROTS" Programme shall be subject to the approval of the Programme Board by a two-thirds majority of the Participants within the firm financial envelope.
4. The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland shall guarantee the payment of sums, shown under the heading "Other Countries" in the table of Annex B, paragraph 2, until such time as they are otherwise covered.

Article 6

1. The Participants agree, in order that the firm financial envelope may be revised in the event of changes in price levels, to apply the procedure in force in the Organisation at that time.
2. If the envelope needs to be revised for reasons other than changes in price levels, the following provisions shall apply:
 - (a) if the cumulative overruns of estimated costs to completion do not exceed 20% of the amount of the financial envelope, no Participant shall be entitled to withdraw from the programme and the Programme Board shall decide on the additional expenditure by a two-thirds majority;
 - (b) if the cumulative overruns of estimated costs to completion exceed 20% of the amount of the financial envelope, the Participants who so wish may withdraw from the programme subject to the provisions of Article 16. Those Participants that wish to continue the "MAROTS" Programme shall consult among themselves and determine the arrangements for such continuation. They shall report accordingly to the Council, which will take any necessary decision.

Article 7

Intellectual property rights arising from the execution of the "MAROTS" Programme, as well as access to technical information so arising, shall be reserved to the Participants, but the Organisation shall have the right to make use of them free of charge for its activities as a whole.

Article 8

1. Les Participants habilent l'Organisation à conclure les contrats nécessaires à l'exécution du Programme „MAROTS”, conformément aux règlements et procédures de l'Organisation. Toutefois, lors de la passation des contrats et souscontrats pour l'exécution du programme, la préférence est donnée, dans la mesure du possible, à l'exécution des travaux sur le territoire des Participants, en prenant en considération les décisions du Conseil de l'Organisation en matière de politique industrielle et de répartition des travaux.
2. La répartition des contrats reflète d'aussi près que possible les pourcentages de contributions des Participants, sans majorer indûment le coût de ce programme, étant entendu que tout manque inévitable sera compensé dans l'attribution des contrats au titre des autres programmes de l'Organisation.

Article 9

L'Organisation, agissant pour le compte des Participants, est propriétaire du secteur spatial réalisé ainsi que des installations et équipements acquis dans le cadre du Programme „MAROTS”. Toute cession des installations ou équipements acquis est décidée par le Conseil directeur de programme en consultation avec le Conseil de l'Organisation.

Article 10

1. Les Participants indemnisent l'Organisation pour toute obligation qu'elle vient à encourir si sa responsabilité internationale est engagée du fait de l'exécution du Programme „MAROTS”.
2. Toute réparation pour dommage reçue par l'Organisation dans le cadre du programme est portée au crédit des budgets annuels du programme mentionnés au paragraphe 3 de l'Article 5.

Article 11

1. Tout différend entre deux ou plusieurs Participants ou entre un ou plusieurs Participants et l'Organisation au sujet de l'interprétation ou de l'application de l'Arrangement, qui ne peut être réglé à l'amiable, est soumis, à la demande d'une des parties au différend, à un arbitre unique qui est nommé par le Président de la Cour Internationale de Justice. L'arbitre ne peut être ressortissant d'un Etat partie au différend ni avoir dans cet Etat sa résidence permanente.

Article 8

1. The Participants authorise the Organisation to conclude the necessary contracts for the execution of the "MAROTS" Programme in conformity with the Organisation's rules and procedures. However, in placing contracts and sub-contracts for the execution of this programme, preference shall be given, wherever possible, to execution of the work in the territories of the Participants, taking into consideration the Council's decisions in the matter of industrial policy and distribution of work.
2. The distribution of contracts shall reflect as nearly as possible the percentage contributions of the Participants without unnecessarily increasing the cost of this programme, it being understood that any unavoidable deficiency will be remedied in the allocation of contracts within the other programmes of the Organisation.

Article 9

The Organisation, acting on behalf of the Participants, shall be the owner of the space segment developed, as well as the facilities and equipment acquired under the "MAROTS" Programme. Any transfer of facilities and equipment acquired shall be decided on by the Programme Board in consultation with the Council of the Organisation.

Article 10

1. The Participants shall indemnify the Organisation in respect of any liability it may incur should its international responsibility be involved as a result of the execution of the "MAROTS" Programme.
2. Any compensation for damage received by the Organisation with respect to the programme shall be credited to the annual programme budgets referred to in Article 5, paragraph 3.

Article 11

1. Any dispute which arises between two or more of the Participants, or between any of them and the Organisation, concerning the interpretation or application of this Arrangement, and which cannot be settled by mutual consent, shall be submitted at the request of any party to the dispute to a single arbitrator to be appointed by the President of the International Court of Justice. The arbitrator may not be a national of a State which is party to the dispute nor be a permanent resident of such a State.
-

2. Les parties à l'Arrangement qui ne sont pas parties au différend ont le droit de prendre part à l'instance, et la décision de l'arbitre est opposable à tous les Participants et à l'Organisation, qu'ils aient ou non pris part à l'instance.

Article 12

1. Le présent Arrangement est ouvert à la signature des Participants du 15 octobre 1973 jusqu'au 30 novembre 1973.
2. Les Etats deviennent parties à l'Arrangement:
 - soit par la signature sans réserve de ratification ou d'approbation,
 - soit par le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation auprès du Gouvernement de la République française, si l'Arrangement a été signé sous réserve de ratification ou d'approbation.
3. Le présent Arrangement entre en vigueur lorsqu'il a été signé par l'Organisation et que les Etats dont la participation, conformément au barème figurant à l'Annexe B, s'élève aux deux tiers du total des contributions, sont devenus parties à l'Arrangement aux termes du paragraphe 2 du présent Article.
4. Aux fins du paragraphe 3 du présent Article, le dépôt auprès du Gouvernement dépositaire d'une déclaration notifiant l'intention d'appliquer l'Arrangement à titre provisoire et de chercher à en obtenir, dès que possible, la ratification ou l'approbation est considérée comme le dépôt d'un instrument de ratification ou d'approbation.
5. Le Gouvernement d'un Etat membre de l'Organisation qui n'a pas signé l'Arrangement à la date du 30 novembre 1973 peut devenir partie à l'Arrangement après son entrée en vigueur, à condition que les autres Gouvernements parties à l'Arrangement donnent leur agrément. Le Gouvernement intéressé doit déposer un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement dépositaire mentionné à l'Article 19.
6. Sauf si le Conseil directeur de programme en décide autrement à l'unanimité, un Gouvernement qui devient partie au présent Arrangement après son entrée en vigueur verse une contribution égale à celle qu'il aurait versée s'il avait été partie à l'Arrangement dès son entrée en vigueur et cette contribution est portée au crédit des autres Participants dans le budget du programme au prorata de leurs contributions respectives.

2. Those parties to the Arrangement which are not parties to the dispute shall have the right to join in the proceedings and the arbitrator's decision shall be binding on all the Participants and the Organisation, whether or not they have joined in the proceedings.

Article 12

1. This Arrangement shall be open for signature by the Participants from 15 October 1973 to 30 November 1973.
 2. The States shall become parties to this Arrangement:
 - either by signature not subject to ratification or approval,
 - or by depositing an instrument of ratification or approval with the Government of the French Republic if the Arrangement was signed subject to ratification or approval.
 3. This Arrangement shall come into force when it has been signed by the Organisation and when the aggregate contributions payable, on the basis of the scale set out in Annex B, by the States that have become parties to this Arrangement in accordance with paragraph 2 of this Article, amount to two-thirds of the total contributions payable.
 4. For the purpose of paragraph 3 of this Article, the deposit, with the depositary Government, of a declaration of intent to apply the Arrangement provisionally and to seek ratification or approval as soon as possible shall be considered as the deposit of an instrument of ratification or approval.
 5. The Government of any Member State of the Organisation which has not signed the Arrangement by 30 November 1973 may become party to it after it has come into force, provided the other Governments party to the Arrangement agree. The Government in question must deposit an instrument of accession with the depositary Government mentioned in Article 19.
 6. Unless the Programme Board unanimously decides otherwise, a Government that becomes a party to this Arrangement after its entry into force shall pay a contribution equal to that which it would have paid if it had been a party to the Arrangement at the moment of its entry into force and this contribution shall be credited pro rata to the contributions of the Participants.
-

Article 13

Le Gouvernement d'un Etat non membre de l'Organisation peut présenter au Conseil de l'Organisation une demande d'adhésion au Programme „MAROTS”; le Conseil statue à l'unanimité sur cette demande en accord avec le Conseil directeur de programme qui détermine à l'unanimité les conditions d'adhésion.

Article 14

L'Organisation donne notification aux Participants, après avoir consulté le Conseil directeur de programme, de l'achèvement du Programme „MAROTS” conformément aux dispositions du présent Arrangement qui expire dès réception de cette notification.

Article 15

Les Participants peuvent décider d'arrêter l'exécution du Programme „MAROTS” à la majorité des deux tiers représentant deux tiers au moins des contributions à ce programme.

Article 16

1. Si un Participant désire se retirer de ce programme en application des dispositions du paragraphe 2 (b) de l'Article 6 de cet Arrangement, il notifie son retrait à l'Organisation. Ce retrait prend effet à la date de notification sous réserve des dispositions ci-après:
 - (a) le Participant qui se retire est tenu d'acquitter de la manière convenue le montant de ses contributions au titre du budget annuel en cours ou des budgets antérieurs;
 - (b) le Participant qui se retire reste tenu de contribuer à sa **part des crédits de paiement correspondant** aux crédits d'engagement votés et utilisés au titre du budget de l'exercice en cours ou des exercices antérieurs;
 - (c) le Participant qui se retire reste membre du Conseil directeur de programme jusqu'à l'accomplissement de ses obligations visées en (a) et (b) ci-dessus. Il n'a un droit de vote que sur les questions qui sont directement liées à ces obligations.
2. Le Participant qui se retire conserve les droits acquis jusqu'à la date où son retrait prend effet. Pour les actions et réalisations décidées après son retrait, aucun droit ou obligation relatif au Participant qui se retire ne peut naître de la partie du programme à laquelle il ne contribue plus, à moins qu'il

Article 13

The Government of a State that is not a Member of the Organisation may present a request to the Council of the Organisation to accede to the "MAROTS" Programme; a Council decision to grant such a request shall require unanimity and must be taken in agreement with the Programme Board, which shall unanimously determine the terms of accession.

Article 14

The Organisation shall notify the Participants, after consultation with the Programme Board, when the "MAROTS" Programme has been duly completed in accordance with the provisions of this Arrangement and this Arrangement shall expire upon receipt of such notification.

Article 15

The Participants may decide to cease the execution of the "MAROTS" Programme by a two-thirds majority representing also at least two-thirds of the contributions to this programme.

Article 16

1. A Participant wishing to withdraw under the terms of Article 6, paragraph 2 (b), of this Arrangement, shall notify its withdrawal to the Organisation. This withdrawal shall take effect at the date of the notification, subject to the following provisions:
 - (a) the withdrawing Participant shall be bound to pay in the manner agreed its contributions adopted under the current or previous annual budget (s) ;
 - (b) the withdrawing Participant shall remain bound to pay its share of the payment appropriations corresponding to approved contract authority used under the budget for the current or previous financial year (s) ;
 - (c) the withdrawing Participant shall remain a member of the Programme Board until its obligations under (a) and (b) above have been fulfilled. It shall only have a right to vote on matters which are directly related to these obligations.
 2. The withdrawing Participant shall retain the rights acquired up to the date on which its withdrawal takes effect. As regards actions and developments decided upon after its withdrawal, no further right or obligation shall arise in respect of that part of the programme to which it no longer contributes, unless
-

n'en soit autrement convenu entre lui et les autres Participants. Les dispositions de l'Article XVII de la Convention de l'Organisation s'appliquent mutatis mutandis.

3. Si un Etat non membre de l'Organisation qui a adhéré au Programme „MAROTS” en vertu des dispositions de l'Article 13 se retire de ce programme, les dispositions du présent Article s'appliquent mutatis mutandis.

Article 17

Les Annexes A et B au présent Arrangement en forment partie intégrante.

Article 18

1. Le présent Arrangement peut être révisé à la demande d'un Participant ou de l'Organisation. Les amendements entrent en vigueur lorsque toutes les parties en ont notifié leur acceptation au Gouvernement dépositaire.
2. Les Annexes au présent Arrangement peuvent être révisées par le Conseil directeur de programme conformément aux dispositions des clauses de révision de ces Annexes.

Article 19

Le Gouvernement de la République française est dépositaire du présent Arrangement et notifie aux Participants et à l'Organisation la date d'entrée en vigueur de l'Arrangement et des amendements à celui-ci, ainsi que les dépôts des instruments de ratification, d'approbation, d'adhésion et d'application provisoire de l'Arrangement.

Article 20

Dès l'entrée en vigueur de l'Arrangement, le Gouvernement dépositaire le fera enregistrer auprès du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies, conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les représentants soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Arrangement.

FAIT à Neuilly-sur-Seine, le vingt et un septembre mil neuf cent soixante-treize, dans les langues allemande, anglaise et française, les trois textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera

and to the extent agreed otherwise between the remaining Participants and the withdrawing Participant. The provisions of Article XVII of the Convention of the Organisation shall apply mutatis mutandis.

3. Should a non Member State which has acceded to the "MAROTS" Programme in accordance with the provisions of Article 13 of this Arrangement wish to withdraw from this programme, the provisions of this Article shall apply mutatis mutandis.

Article 17

Annexes A and B to this Arrangement form an integral part of it.

Article 18

1. This Arrangement may be reviewed at the request of a Participant or of the Organisation. Any amendments shall come into force when all parties have notified their approval to the depositary Government.
2. The Annexes to this Arrangement may be revised by the Programme Board in accordance with the provisions of the revision clauses of those Annexes.

Article 19

The Government of the French Republic shall be the depositary of this Arrangement and shall notify the Participants and the Organisation of the date of entry into force of this Arrangement and any amendments thereto, and of all instruments of ratification, approval, accession and declaration of intent to apply the Arrangement provisionally.

Article 20

Upon entry into force of the Arrangement, the depositary Government shall register it with the Secretariat of the United Nations, in accordance with Article 102 of the United Nations Charter.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned representatives, having been duly authorised thereto, have signed this Arrangement.

DONE in Neuilly-sur-Seine, this twenty-first day of September nineteen hundred and seventy-three, in the English, French and German languages, all three texts being equally authoritative, in a

déposé dans les archives du Gouvernement dépositaire, lequel en délivrera des copies certifiées conformes à chacun des Participants et à l'Organisation.

*Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne
For the Government of the Federal Republic of Germany¹⁾*

(s.) SIGISMUND Freiherr VON BRAUN

(s.) REINHARD LOOSCH

*Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique
For the Government of the Kingdom of Belgium²⁾*

(s.) J. BOUHA

Sous réserve de ratification

*Pour le Gouvernement de l'Espagne
For the Government of Spain*

*Pour le Gouvernement de la République Française
For the Government of the French Republic³⁾*

(s.) DE BOISGELIN

Sous réserve d'approbation

*Pour le Gouvernement de la République Italienne
For the Government of the Italian Republic²⁾*

(s.) LUCIANO CONTI

Sous réserve de ratification

single copy, which shall be deposited in the archives of the depositary Government, which shall transmit certified copies to each of the Participants.

*Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne
et d'Irlande du Nord*
*For the Government of the United Kingdom of Great Britain
and Northern Ireland* ⁴⁾

(s.) J. R. STEELE

Pour l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales
For the European Space Research Organisation ⁵⁾

(s.) A. HOCKER

1) De ondertekening geschiedde op 14 november 1973.

2) De ondertekening geschiedde op 30 november 1973.

3) De ondertekening geschiedde op 28 november 1973.

4) De ondertekening geschiedde op 26 november 1973.

5) De ondertekening geschiedde op 27 november 1973.

Annexe A**à l'Arrangement entre certains Etats Membres de l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales et l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales concernant l'exécution d'un programme de satellite maritime****1. Objectifs du programme de satellite maritime d'essais orbitaux**

Le Programme „MAROTS” fournira un secteur spatial pour l'acquisition à la fois de données expérimentales et d'une expérience préopérationnelle dans le domaine des applications spatiales aux fins maritimes.

2. Description du programme

Le Programme „MAROTS” a pour but la mise en orbite géostationnaire, au-dessus de l'Océan Atlantique, en 1977, ainsi que son évaluation en orbite, d'un satellite fournissant une capacité et une qualité adéquates de communications pour assurer un potentiel préopérationnel satisfaisant entre les navires et les stations côtières afin de satisfaire les besoins suivants:

(a) Communications générales

Le satellite permettra:

- l'évaluation de configurations variées de terminaux à bord de navires;
- l'évaluation des liaisons entre navires et stations côtières aux fins de communications téléphoniques, télégraphiques et de transmissions de données et de fac-similé utilisant des fréquences en bande L entre satellite et navire, diverses techniques de modulation et de traitement du signal et une gamme de rapports signal/bruit;
- la démonstration de la compatibilité avec les réseaux téléphoniques et télégraphiques publics;
- la démonstration de l'accès de nombreux navires et stations côtières aux communications par satellites.

(b) Détresse, recherche et sauvetage et sécurité

Le satellite permettra:

- une évaluation de techniques d'accès immédiat en priorité pour les communications de détresse;
- une évaluation d'équipements spéciaux de détresse, comprenant des balises de secours donnant la position;
- la démonstration de la diffusion d'informations „à tous les navires” et de la transmission de données météorolo-

Annex A**to the Arrangement between certain Member States of the European Space Research Organisation and the European Space Research Organisation concerning the execution of a maritime satellite programme****1. Objectives of the Maritime Orbital Test Satellite Programme**

The "MAROTS" Programme shall provide a space segment for the acquisition of both experimental data and preoperational experience in the field of maritime space applications.

2. Description of the programme

The "MAROTS" Programme shall provide for the placing in geostationary orbit over the Atlantic Ocean in 1977, and the subsequent in-orbit evaluation, of a satellite providing adequate communication capacity and quality to ensure satisfactory pre-operational capability between ship and shore stations to comply with the following requirements:

(a) General Communications

The satellite shall permit:

- evaluation of various types of ship terminals;
- evaluation of ship/shore links for telephony, telegraphy, data transfer and facsimile using L-band frequencies between satellite and ship, various modulation and signal processing techniques and a range of signal to noise ratios;
- demonstration of compatibility with public telephony and telegraphy networks;
- demonstration of access to satellite communication by multiple ship and shore stations.

(b) Distress, Search and Rescue and Safety

The satellite shall permit

- evaluation of immediate priority access techniques for distress communication;
 - evaluation of special distress equipment, including Emergency Position Indicating Beacons;
 - demonstration of "all ships" information broadcasts and weather routing via satellite to individual mobiles.
-

giques de route à des mobiles individuels, par l'intermédiaire de satellites.

(c) *Radiolocalisation*

Le satellite permettra l'évaluation de techniques de mesures de distances pour déterminer les lignes de position.

3. *Description sommaire du satellite*

Le satellite sera fondé sur le satellite d'essais orbitaux (OTS) en cours de développement dans le cadre du programme de satellite de télécommunications du CERS/ESRO, la conception modulaire de ce véhicule étant mise à profit pour loger un bloc de communications aux fins maritimes sur la plateforme OTS de base.

Le satellite MAROTS sera en conséquence un véhicule stabilisé sur trois axes, de conception modulaire, portant des panneaux solaires orientés vers le soleil et compatible avec un lancement par un véhicule de la classe Delta. Sa durée de vie ne sera pas inférieure à trois ans.

Le bloc de communications permettra les communications entre le satellite et les navires utilisant les fréquences en bande L (1535-1542,5 MHz pour les liaisons satellite vers navire et 1636,5-1644 MHz pour les liaisons navire vers satellite). Les liaisons entre le satellite et les stations côtières utiliseront les fréquences allouées pour les services par satellites [soit à 11 à 14 GHz, soit à 4 et 6 GHz].

Le transpondeur de communication sera capable de fournir les quatre types de canaux suivants:

- (a) canaux de communications pour les liaisons en phonie et de données entre stations côtière et navires (canaux aller);
- (b) canaux de communications pour les liaisons en phonie et de données entre navires et stations côtières (canaux retour);
- (c) canal d'accès pour les messages d'accès entre station côtière et navire (canal aller);
- (d) canaux de communications de station côtière à station côtière pour relayer les messages en phonie et de données aux fins de la coordination du réseau.

Quelques-uns des canaux visés en (a) et (b) seront d'une linéarité suffisante pour relayer des signaux télex et de téléimprimeurs multiplexés en fréquence, des signaux de mesure de distance et des signaux de détresse.

(c) *Radiodetermination*

The satellite shall permit the evaluation of ranging techniques for line of position determination.

3. *Outline Description of the Satellite*

The satellite will be based on the Orbital Test Satellite being developed under the ESRO Communication Satellite programme, taking advantage of the modular nature of this vehicle to incorporate a maritime communications package on the basic OTS spacecraft platform.

The MAROTS spacecraft will therefore be a 3-axis stabilised vehicle of modular conception, carrying sun oriented solar panels, and compatible with a launch by a vehicle of the Delta class. Its design life shall not be less than 3 years.

The communication package shall permit communication between the satellite and ships using frequencies at L-band (1535–1542.5 MHz for satellite to ship liaisons and 1636.5 – 1644 MHz for ship to satellite liaisons). Links from the satellite to the shore will make use of the frequency allocations for satellite services [at 11 and 14 GHz or alternatively at 4 and 6 GHz].

The communications transponder will be capable of providing the following 4 types of channel:

- (a) communications channels for shore-to-ship (forward channels) voice and data messages;
- (b) communications channels for ship-to-shore (return channels) voice and data messages;
- (c) access channel for shore-to-ship (forward) access messages;
- (d) shore-to-shore communications channels to relay voice and data messages for network coordination purposes.

Some of the (a) and (b) channels shall be sufficiently linear to carry frequency multiplexed teleprinter and telex signals, ranging signals and distress signals.

La zone de couverture comprendra la totalité du secteur terrestre visible de la position du satellite en orbite géostationnaire.

4. *Installations au sol comprises dans le secteur spatial MAROTS*

Le secteur spatial MAROTS comprend les éléments au sol suivants:

(a) *Installation de contrôle des satellites (SCF-Satellite Control Facility)*

Un ensemble d'installations de contrôle des satellites (SCF) consistant en un centre de contrôle des satellites (SCC – Satellite Control Centre) relié à une station terrienne de contrôle des satellites (SCET – Satellite Control Earth Terminal) qui sera chargée de la télémessure, de la poursuite et de tous les services de télécommande ainsi que des fonctions d'étalonnage des liaisons.

(b) *Ensemble d'essais électroniques (ETS – Electronic Test Set)*

Quelques ensembles d'essais électroniques (ETS) en soutien de l'évaluation et de l'étalonnage des performances du système qui seront capables de transmettre aux satellites et d'en recevoir tous les signaux en bande L.

5. *Calendrier*

Le calendrier projeté du développement du véhicule MAROTS est le suivant:

- phase A:
octobre 1973 –
décembre 1973;
- phase B:
janvier 1974 –
mi-1974;
- phase C/D:
mi-1974 –
mi-1977;

Le lancement du satellite est prévu pour la mi-1977.

6. *Clause de révision*

Les dispositions de la présente Annexe peuvent être révisées par décision unanime du Conseil directeur de programme.

The coverage will include the whole segment of the earth visible from the satellite's position in the geostationary orbit.

4. *Ground Facilities included in the MAROTS Space Segment*

The MAROTS space segment includes the following ground elements:

(a) *Satellite Control Facilities (SCF)*

One set of Satellite Control Facilities (SCF) consisting of a Satellite Control Centre (SCC) connected to a Satellite Control Earth Terminal (SCET) which will perform telemetry, tracking and all command services and link calibration functions.

(b) *Electronic Test Sets (ETS)*

A few Electronic Test Sets (ETS) which will support system performance evaluation and calibration and will be capable of transmitting and receiving all L-band signals to and from the satellites.

5. *Timetable*

The tentative timetable of the development of the MAROTS vehicle is as follows:

- phase A:
October 1973 –
December 1973;
- phase B:
January 1974 –
mid-1974;
- phase C/D:
mid-1974 –
mid-1977;

The launch of the satellite is foreseen for mid-1977.

6. *Revision clause*

The provisions of this Annex may be revised by a unanimous decision of the Programme Board.

Annexe B

à l'Arrangement entre certains Etats Membres de l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales et l'Organisation Européenne de Recherches Spatiales concernant l'exécution d'un programme de satellite maritime

1. Coût du programme

L'enveloppe financière ferme du Programme „MAROTS” est de 75 MUC au niveau des prix de la mi-1973. Ce montant comprend:

- le total des dépenses directes pour la période 1973-1979 couvrant:
 - les frais internes de l'Organisation,
 - le développement et la réalisation du satellite,
 - les investissements et le fonctionnement concernant le SCF/ETS,
 - le lanceur et
 - les études;
- et la quote-part du programme aux frais communs et de soutien de l'Organisation. Cette quote-part dépendra de l'ampleur du programme global de l'Organisation et de la méthode future de réaffectation.

2. Barème des contributions

Chaque Participant contribue aux dépenses découlant de l'exécution du Programme „MAROTS” par l'Organisation aux termes du présent Arrangement conformément au barème suivant:

Etats	Barème des contributions
	%
République Fédérale d'Allemagne	20,00
Belgique	1,00
Espagne	1,00
France	12,50
Italie	2,30
Royaume-Uni	58,50
Autres Etats (*)	4,70
TOTAL	100,00

(*) Poids de vote à attribuer au Royaume-Uni tant que jouent les dispositions de l'Article 5, paragraphe 4, de l'Arrangement.

Annex B

to the Arrangement between certain Member States of the European Space Research Organisation and the European Space Research Organisation concerning the execution of a maritime satellite programme

1. *Cost of the Programme*

The firm financial envelope for the "MAROTS" Programme is 75 MAU, expressed in mid-1973 prices. This amount includes:

- overall direct expenditure for the period 1973-1979, comprising:
 - internal costs of the Organisation,
 - satellite development and manufacture,
 - SCF/ETS investment and running,
 - launch vehicle and
 - studies;
- and a share of the Organisation's common and support costs. This share will depend on the size of the overall programme of the Organisation and on the future method of reassignment.

2. *Scale of contributions*

Each Participant shall contribute to the expenditure resulting from the execution of the "MAROTS" Programme by the Organisation under the foregoing Arrangement in accordance with the following scale:

States	Scale of contributions
	%
Federal Republic of Germany	20.00
Belgium	1.00
Spain	1.00
France	12.50
Italy	2.30
United Kingdom	58.50
Other Countries (*)	4.70
TOTAL	100.00

(*) Weight of vote to be attributed to United Kingdom as long as the provisions of Article 5, paragraph 4 of the Arrangement are applicable.

Le premier versement de la contribution de l'Italie interviendra au cours du mois de janvier 1975.

3. *Rapports de l'Organisation sur la situation financière et contractuelle*

Le Directeur Général de l'Organisation donne les instructions nécessaires pour la présentation des rapports sur l'état d'avancement, sur la répartition géographique des travaux, sur les appels de contributions, les dépenses encourues et les dernières évaluations des coûts pour l'achèvement du Programme „MAROTS”, conformément aux dispositions afférentes du Règlement financier de l'Organisation et aux dispositions adoptées par le Conseil de l'Organisation en ce qui concerne les rapports périodiques à lui présenter (documents ESRO/C/306, add. 2, rev. 1).

4. *Règles financières à observer*

Les dépenses directes découlant de l'exécution du Programme „MAROTS” par l'Organisation, aux termes du présent Arrangement, sont imputées au budget de programme qui est créé et géré par l'Organisation conformément aux dispositions pertinentes du Règlement financier. La quote-part du programme aux frais communs et frais de soutien de l'Organisation est fixée et imputée au budget de programme conformément aux principes et procédures adoptées en la matière par l'Organisation.

5. *Clause de révision*

Les dispositions des paragraphes 1 et 2 de la présente Annexe peuvent être révisées par décision unanime du Conseil directeur de programme. Les dispositions des paragraphes 3 et 4 de la présente Annexe peuvent être révisées par le Conseil directeur de programme à la majorité des deux tiers.

This first payment of the Italian contribution shall take place during January 1975.

3. *Reports by the Organisation on the financial and contractual situation*

The Director General of the Organisation shall issue the necessary instructions for the presentation of reports on the progress and geographical distribution of the work, on the call-ups of contributions, the expenditure to date and the latest estimates of cost-to-completion of the "MAROTS" Programme, in accordance with the relevant provisions of the Organisation's Financial Rules and with the provisions adopted by the Council of the Organisation concerning the periodical reports to be presented (documents ESRO/C/306, add. 2, rev. 1).

4. *Financial Rules to be observed*

The direct expenditure resulting from the execution of the "MAROTS" Programme by the Organisation under the foregoing Arrangement shall be charged to a programme budget which shall be established and administered by the Organisation in accordance with the relevant provisions of its Financial Rules. The programme's share of the Organisation's common and support costs shall be established and allocated to the programme budget in accordance with the relevant principles and procedures adopted by the Organisation.

5. *Revision Clause*

The provisions of paragraphs 1 and 2 of this Annex may be revised by a unanimous decision of the Programme Board. The provisions of paragraphs 3 and 4 of this Annex may be revised by a two-thirds majority decision of the Programme Board.

C. VERTALING

**Overeenkomst tussen bepaalde Lid-Staten van de Europese
Organisatie voor Ruimteonderzoek en de Europese Organisatie
voor Ruimteonderzoek betreffende de uitvoering van een
programma voor een maritieme satelliet**

Preambule

De Regeringen van de Bondsrepubliek Duitsland, het Koninkrijk België, de Franse Republiek, de Italiaanse Republiek, Spanje, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland (hierna te noemen „de Deelnemers”), zijnde Regeringen van Staten die partij zijn bij het Verdrag tot oprichting van een Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek, dat op 14 juni 1962 te Parijs voor ondertekening werd opgesteld (hierna te noemen „het Verdrag”),

en

de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek (hierna te noemen „de Organisatie”),

Gelet op de erkenning door de Intergouvernementele Maritieme Consultatieve Organisatie (IMCO) dat het gebruik van ruimtetechnieken de maritieme communicatie beduidend zou kunnen verbeteren en aldus de veiligheid en de navigatie van schepen en andere eenheden die op zee in gebruik zijn, alsook de doeltreffendheid van en de bezuiniging in de scheepvaart, die tachtig procent van de internationale wereldhandel verzorgt, **zou kunnen bevorderen,**

Overwegende dat het bereiken van deze doelstellingen aanzienlijke technologische inspanningen vergt die de vooruitgang van de Europese industrie garanderen en die haar in staat zullen stellen op meer concurrerende wijze deel te nemen aan de ontwikkeling van ruimtecommunicatiesystemen, **met name voor maritiem gebruik,**

Gelet op de conclusies van de op 31 juli 1973 te Brussel gehouden Europese Ruimteconferentie,

Gelet op de onzekerheden welke nog steeds bestaan inzake de kenmerken van een volledig operationeel systeem en op de dringende noodzaak zo vroeg mogelijk experimentele en preoperationele informatie te verkrijgen,

Overwegende dat het platform dat thans wordt ontwikkeld door de Organisatie voor haar Communicatiesatellietenprogramma beschikbaar is voor een experimentele en preoperationele satelliet, overeenkomstig de wens tot uitdrukking gebracht in de Preambule van de Overeenkomst tussen bepaalde Lid-Staten van de Europese

Organisatie voor Ruimteonderzoek en de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek betreffende de uitvoering van een Communicatiesatellietenprogramma,

Gelet op de Verklaring afgelegd door vertegenwoordigers van de bovenvermelde Regeringen in de Raad van de Organisatie, gedurende de 59ste Zitting van dit lichaam (ESRO/C/LIX/Dec. 2),

Gelet op de Resolutie, aangenomen door de Raad van de Organisatie tijdens zijn 59ste Zitting, betreffende aanvaarding van het verzoek tot uitvoering van dit programma binnen het kader van de Organisatie (ESRO/C/LIX/Res. 2),

Zijn overeengekomen als volgt:

Artikel 1

De Deelnemers nemen de uitvoering op zich van een programma, hierna te noemen het „MAROTS“-Programma, dat tot doel heeft het ontwerpen, ontwikkelen, vervaardigen, lanceren en exploiteren in een baan om de aarde van een experimentele en preoperationele maritieme satelliet. De onderdelen van dit Programma, dat naar behoren rekening houdt met de richtlijnen van de IMCO, worden beschreven in Bijlage A bij deze Overeenkomst.

Artikel 2

1. Het „MAROTS“-Programma voorziet in een ruimtesegment voor het verkrijgen van zowel experimentele gegevens als preoperationele ervaring. De configuratie van de Satelliet voor Proefnemingen in een baan om de aarde (Orbital Test Satellite (OTS)) die afzonderlijk is ontwikkeld in het kader van het Communicatiesatellietenprogramma wordt gebruikt als de basisconfiguratie voor het ruimtevoertuig.
2. De Deelnemers komen overeen dat zij zullen trachten afzonderlijk of gezamenlijk, buiten deze Overeenkomst, de installaties op de grond te bouwen (zowel grondstations als stations aan boord van schepen), die nodig zijn voor experimenteel en preoperationeel gebruik van het ruimtesegment zoals uit hoofde van deze Overeenkomst is vastgesteld.

Artikel 3

1. Krachtens artikel VIII van het Verdrag voert de Organisatie het in Artikel 1 voornoemd bedoelde „MAROTS“-Programma uit overeenkomstig het tijdschema en andere bepalingen vervat in Bijlage A bij deze Overeenkomst.
-

2. Tenzij in deze Overeenkomst anders is bepaald, voert de Organisatie dit Programma uit overeenkomstig de binnen de Organisatie geldende regels en procedures.
3. Het „MAROTS“-Programma wordt uitgevoerd in nauwe samenwerking met de gebruikersorganen van de Deelnemers.

Artikel 4

1. Een Programmaraad bestaande uit vertegenwoordigers van de Deelnemers is verantwoordelijk voor het „MAROTS“-Programma en neemt alle desbetreffende beslissingen, overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst.
2. In aangelegenheden die van invloed zijn op dit en op enig ander programma van de Organisatie, treedt de Programmaraad op als adviesorgaan van de Raad, aan wie hij alle nodige aanbevelingen in zodanige aangelegenheden doet.
3. De Programmaraad is ook verantwoordelijk voor het onderhouden van nauwe betrekkingen met de desbetreffende nationale en internationale organen die werkzaam zijn op maritiem gebied en meer in het bijzonder op het gebied van de maritieme communicatie. Hij stelt de voorschriften vast voor het gebruik van het door het „MAROTS“-Programma te produceren ruimtesegment, rekening houdend met de desbetreffende nationale en internationale voorschriften.
4. De Programmaraad kan de adviesorganen oprichten die hij nodig acht voor de goede uitvoering van het programma.
5. De besluiten van de Programmaraad worden genomen overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst. Tenzij uitdrukkelijk anders is bepaald, wordt de in het Verdrag en het Reglement van Orde van de Raad van de Organisatie neergelegde stemprocedure mutatis mutandis toegepast.

Artikel 5

1. De uitgaven die voortvloeien uit de uitvoering van het „MAROTS“-Programma door de Organisatie krachtens deze Overeenkomst, worden bekostigd door de Deelnemers overeenkomstig de in Bijlage B bij deze Overeenkomst neergelegde gedetailleerde bepalingen en binnen de grenzen van het in het tweede lid van dit Artikel genoemde vaste financiële raam.
2. De Deelnemers komen overeen bij te dragen aan de financiering van het „MAROTS“-Programma op basis van een vast financieel raam van 75 miljoen rekeneenheden (tegen de medio

1973 geldende prijzen), welke bijdrage een aandeel in de lopende kosten en de kosten voor ondersteunende werkzaamheden van de Organisatie omvat, dat voorshands wordt geschat op 12,1 miljoen rekeneenheden.

3. De op het „MAROTS”-Programma betrekking hebbende jaarlijkse begrotingen worden met tweederde meerderheid van stemmen van de Deelnemers goedgekeurd binnen het vaste financiële raam.
4. De Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland garandeert de betaling van de bedragen die in de in het tweede lid van Bijlage B weergegeven tabel worden vermeld onder het hoofd „Andere Landen”, tot het tijdstip waarop zij op andere wijze worden gedekt.

Artikel 6

1. De Deelnemers komen overeen dat, ten einde – in geval van verandering van het prijspeil – het vaste financiële raam te kunnen herzien, de op dat tijdstip binnen de Organisatie geldende procedure zal worden toegepast.
2. Indien het financiële raam om andere redenen dan veranderingen in het prijspeil moet worden herzien, zijn de volgende bepalingen van toepassing:
 - (a) indien de cumulatieve overschrijding van de geraamde kosten voor voltooiing niet meer belooft dan 20% van het bedrag van het financiële raam, is geen van de Deelnemers gerechtigd zich uit het Programma terug te trekken en besluit de Programmaraad met een tweederde meerderheid van stemmen over bijkomende uitgangen;
 - (b) indien de cumulatieve overschrijdingen van de geraamde kosten voor voltooiing meer belopen dan 20% van het bedrag van het financiële raam, kunnen de Deelnemers die zulks wensen zich, onder voorbehoud van het bepaalde in artikel 16, terugtrekken uit het Programma. Die Deelnemers die het „MAROTS”-Programma wensen voort te zetten plegen onderling overleg en stellen de regelingen voor een zodanige voortzetting vast. Zij brengen dienovereenkomstig verslag uit aan de Raad, die de eerste besluiten neemt.

Artikel 7

Intellectuele eigendomsrechten voortvloeiend uit de uitvoering van het „MAROTS”-Programma, evenals toegang tot aldus verkregen

technische gegevens, zijn voorbehouden aan de Deelnemers, maar de Organisatie heeft het recht daar kosteloos gebruik van te maken voor al haar werkzaamheden.

Artikel 8

1. De Deelnemers machtigen de Organisatie tot het sluiten van de nodige contracten voor de uitvoering van het „MAROTS”-Programma overeenkomstig de regels en procedures van de Organisatie. Bij het plaatsen van contracten en toeleveringscontracten voor de uitvoering van dit Programma wordt evenwel, waar mogelijk, voorkeur gegeven aan het laten verrichten van de werkzaamheden op het grondgebied van de Deelnemers, met inachtneming van de besluiten van de Raad ter zake van het industrieel beleid en de werkverdeling.
2. De spreiding van de contracten geeft zo nauwkeurig mogelijk het percentage weer van het aandeel van elk van de Deelnemers, zonder onnodige verhoging van de kosten van dit Programma, met dien verstande dat ieder onvermijdelijk tekort wordt vereffend bij de toewijzing van contracten binnen de andere programma's van de Organisatie.

Artikel 9

De Organisatie, optredend namens de Deelnemers, is eigenares van het in het kader van het „MAROTS”-Programma ontwikkelde ruimtesegment, alsmede van de installaties en uitrusting voor dit Programma. De Programmaraad neemt, in overleg met de Raad van de Organisatie, besluiten inzake overdracht van installaties en uitrusting.

Artikel 10

1. De Deelnemers stellen de Organisatie schadeloos voor elke verplichting die deze aangaat, indien haar internationale aansprakelijkheid in het geding komt ten gevolge van de uitvoering van het „MAROTS”-Programma.
2. Elke door de Organisatie ten aanzien van het Programma ontvangen schadeloosstelling wordt gekrediteerd op de jaarlijkse programmabegrotingen bedoeld in artikel 5, derde lid.

Artikel 11

1. Elk geschil dat zich voordoet tussen twee of meer Deelnemers of tussen een of meer van hen en de Organisatie betreffende de uitlegging of toepassing van deze Overeenkomst en dat niet in

onderling overleg kan worden geregeld, wordt op verzoek van een der partijen bij het geschil voorgelegd aan één scheidsman die moet worden benoemd door de President van het Internationale Gerechtshof. De scheidsman mag geen onderdaan zijn van een Staat die partij is bij het geschil en evenmin permanent in die Staat zijn gevestigd.

2. De Partijen bij de Overeenkomst die geen partij zijn bij het geschil hebben het recht zich te voegen in de procedure en de beslissing van de scheidsman is bindend voor alle Deelnemers en de Organisatie, ongeacht of zij zich in de procedure hebben gevoegd.

Artikel 12

1. Deze Overeenkomst staat van 15 oktober 1973 tot 30 november 1973 open voor ondertekening door de Deelnemers.
 2. De Staten worden partij bij deze Overeenkomst door:
 - ondertekening zonder voorbehoud van bekrachtiging of goedkeuring; of
 - nederlegging van een akte van bekrachtiging of goedkeuring bij de Regering van de Franse Republiek, indien de overeenkomst werd ondertekend onder voorbehoud van bekrachtiging of goedkeuring.
 3. Deze Overeenkomst treedt in werking wanneer zij is ondertekend door de Organisatie en wanneer het totaal van de bijdragen – op basis van de verdeelsleutel vervat in Bijlage B – te bepalen door de Staten die partij bij deze Overeenkomst zijn geworden overeenkomstig het tweede lid van dit artikel, tweede derde belooft van de totaal te betalen bijdragen.
 4. Voor de toepassing van het derde lid van dit artikel wordt de nederlegging bij de depot-Regering van een verklaring van intentie tot voorlopige toepassing van de Overeenkomst en tot het zo spoedig mogelijk verkrijgen van bekrachtiging of goedkeuring, beschouwd als de nederlegging van een akte van bekrachtiging of goedkeuring.
 5. De Regering van een Lid-Staat van de Organisatie die de Overeenkomst op 30 november 1973 nog niet heeft ondertekend kan na haar inwerkingtreding partij worden, mits de andere Regeringen die partij bij de Overeenkomst zijn daarmee instemmen. In zulk een geval moet de betrokken Regering een akte van toetreding nederleggen bij de in artikel 19 vermelde depot-Regering.
-

6. Tenzij de Programmaraad met eenparigheid van stemmen anders besluit, betaalt een Regering die partij bij deze Overeenkomst wordt nadat deze in werking is getreden, een bijdrage gelijk aan die welke zij zou hebben betaald indien zij partij bij de Overeenkomst zou zijn geweest op het tijdstip van de inwerkingtreding daarvan en voor deze bijdrage worden de andere Deelnemers gecrediteerd naar verhouding van hun bijdragen.

Artikel 13

De Regering van een Staat die geen lid van de Organisatie is, kan bij de Raad van de Organisatie een verzoek indienen om toetreding tot het „MAROTS“-Programma; voor een besluit van de Raad tot instemming met een zodanig verzoek is eenparigheid van stemmen vereist en het moet worden genomen in overleg met de Programmaraad die met eenparigheid van stemmen de toetredingsvoorwaarden bepaalt.

Artikel 14

De Organisatie stelt, na overleg met de Programmaraad, de Deelnemers ervan in kennis wanneer het „MAROTS“-Programma naar behoren is voltooid overeenkomstig de bepalingen van deze Overeenkomst en deze Overeenkomst wordt beëindigd bij ontvangst van een zodanige kennisgeving.

Artikel 15

De Deelnemers kunnen tot beëindiging van de uitvoering van het „MAROTS“-Programma besluiten met een tweederde meerderheid van stemmen, die ten minste tweederde van de bijdragen aan dit Programma vertegenwoordigen.

Artikel 16

1. Een Deelnemer die zich krachtens artikel 6, tweede lid, letter (b) van deze Overeenkomst uit het „MAROTS“-Programma wenst terug te trekken, stelt de Organisatie van zijn terugtrekking in kennis. Deze terugtrekking wordt van kracht op de datum van de kennisgeving, zulks onder voorbehoud van de volgende bepalingen:
 - (a) de zich terugtrekkende Deelnemer is gehouden op de overeengekomen wijze zijn bijdragen te betalen uit hoofde van de lopende of de voorgaande jaarlijkse begroting (en);
 - (b) de zich terugtrekkende Deelnemer blijft verplicht zijn aandeel bij te dragen in de betalingskredieten overeenkomend met de goedgekeurde vastleggingskredieten, welke

- zijn gebruikt uit de begroting voor het lopende of het (de) voorgaande financiële jaar (jaren);
- (c) de zich terugtrekkende Deelnemer blijft lid van de Programmaraad tot hij aan zijn verplichtingen krachtens de letters (a) en (b) hierboven heeft voldaan. Hij heeft slechts stemrecht in aangelegenheden die rechtstreeks met deze verplichtingen verband houden.
2. De zich terugtrekkende Deelnemer behoudt de rechten welke zijn verworven tot op de datum waarop zijn terugtrekking van kracht wordt. Met betrekking tot handelingen en ontwikkelingen waartoe is besloten na zijn terugtrekking ontstaat geen verder recht of verdere verplichting uit dat deel van het programma waaraan hij niet langer bijdraagt, tenzij en voor zover anders overeengekomen tussen de overblijvende Deelnemers en de zich terugtrekkende Deelnemer. De bepalingen van artikel XVII van het Verdrag tot oprichting van de Organisatie zijn mutatis mutandis van toepassing.
3. Indien een niet-Lid-Staat die overeenkomstig het bepaalde in artikel 13 van deze Overeenkomst tot het „MAROTS”-Programma is toetreden, zich uit dit programma wenst terug te trekken, is het bepaalde in dit artikel mutatis mutandis van toepassing.

Artikel 17

De Bijlagen A en B bij deze Overeenkomst maken een integrerend deel daarvan uit.

Artikel 18

1. Deze Overeenkomst kan op verzoek van een Deelnemer of van de Organisatie worden herzien. Wijzigingen worden van kracht wanneer alle Partijen de depot-Regering van hun goedkeuring in kennis hebben gesteld.
2. De Bijlagen bij deze Overeenkomst kunnen door de Programmaraad worden herzien overeenkomstig het bepaalde in de herzieningsclausules van de Bijlagen.

Artikel 19

De Regering van de Franse Republiek treedt op als depositaris van deze Overeenkomst en stelt de Deelnemers en de Organisatie in kennis van de datum van inwerkingtreding van deze Overeenkomst en van wijzigingen daarop en van de nederlegging van alle akten van bekrachtiging, goedkeuring, toetreding en verklaringen van intentie tot voorlopige toepassing van de Overeenkomst.

Artikel 20

Zodra de Overeenkomst in werking is getreden, doet de depot-Regering deze registreren bij het Secretariaat van de Verenigde Naties, zulks overeenkomstig artikel 102 van het Handvest der Verenigde Naties.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende vertegenwoordigers, hiertoe behoorlijk gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Neuilly-sur-Seine, de eenentwintigste september negentienhonderd drieënzeventig, in de Engelse, de Franse en de Duitse taal, zijnde de drie teksten gelijkelijk gezaghebbend, in een enkel exemplaar, dat zal worden nedergelegd in de archieven van de depot-Regering, die voor eensluidend gewaarmerkte afschriften daarvan zal doen toekomen aan elk van de Deelnemers en aan de Organisatie.

(Voor de ondertekeningen zie blz. 18 van dit Tractatenblad.)

Bijlage A

bij de Overeenkomst tussen bepaalde Lid-Staten van de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek en de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek betreffende de uitvoering van een programma voor een maritieme satelliet

1. *Doelstellingen van het Programma voor Proefnemingen met een maritieme satelliet in een baan om de aarde*

Het „MAROTS“-Programma voorziet in een ruimtesegment voor de verkrijging van zowel experimentele gegevens als pre-operationele ervaring op het gebied van de toepassingen van de ruimtevaart voor maritieme doeleinden.

2. *Beschrijving van het Programma*

Het „MAROTS“-Programma voorziet in de plaatsing in een geostationaire baan boven de Atlantische Oceaan in 1977, als ook in de daarop volgende evaluatie in de baan, van een satelliet die voldoende communicatiecapaciteit en kwaliteit bezit om te zorgen voor een bevredigende preoperationele werking tussen scheeps- en walstations in overeenstemming met de volgende eisen:

(a) *Algemene Communicatie*

De satelliet dient de mogelijkheid te bieden tot:

- evaluatie van verscheidene types stations aan boord van schepen;
- evaluatie van verbindingen tussen het schip en de wal voor telefonie, telegrafie, overbrenging van gegevens en documenten met gebruikmaking van L-band frequenties tussen satelliet en schip, van verscheidene technieken voor modulatie en signaalverwerking en een serie van signaal-ruisverhoudingen;
- het aantonen van de mogelijkheid tot aansluiting op openbare telefoon- en telegraafnetten;
- het aantonen van de mogelijkheid tot de communicatie per satelliet door vele scheeps- en walstations gelijktijdig.

(b) *Noodtoestand, Opsporing en Redding en Veiligheid*

De satelliet dient de mogelijkheid te bieden tot:

- evaluatie van technieken voor het bewerkstelligen van onmiddellijke toegang met prioriteit ten behoeve van communicatie in geval van nood;

- evaluatie van speciale noodinstallaties met inbegrip van plaatsaanduidingsbakens;
- demonstratie van „all ships”-informatie-uitzendingen en het geven van routevoorschriften afhankelijk van weersomstandigheden via de satelliet aan individuele vaartuigen.

(c) *Radioplaatsbepaling*

De satelliet dient de mogelijkheid te bieden tot evaluatie van peiltechnieken voor positiebepaling.

3. *Globale omschrijving van de Satelliet*

De satelliet is gebaseerd op de Satelliet voor Proefnemingen in een baan om de aarde (OTS) die is ontwikkeld in het kader van het ESRO-Communicatiesatellietenprogramma, waarbij gebruik wordt gemaakt van de modulaire aard van dit ruimtevoertuig om een maritieme communicatiemodule in te bouwen in het OTS-platform. Het MAROTS-ruimtevaartuig is daarom een 3-assig gestabiliseerd voertuig van modulair ontwerp, waarop naar de zon gerichte zonnepanelen bevestigd zijn en dat door een raket van de Delta-klasse kan worden gelanceerd.

De te verwachten levensduur van de satelliet moet ten minste drie jaar zijn.

De communicatie-apparatuur biedt de mogelijkheid tot communicatie tussen de satelliet en schepen gebruik makende van frequenties in de L-band (1535 – 1542,5 MHz voor verbindingen van satelliet naar schip en 1636,5 – 1644 MHz voor verbindingen van schip naar satelliet). Verbindingen van de satelliet met de wal maken gebruik van de voor deze diensten toegewezen frequenties (11 en 14 GHz of 4 en 6 GHz).

De communicatiezender-ontvanger is in staat de 4 volgende types kanalen beschikbaar te maken:

- (a) communicatiekanalen voor gesproken berichten en overseining van gegevens van de wal naar een schip (uitgaande kanalen);
- (b) communicatiekanalen voor gesproken berichten en overseining van gegevens van een schip naar de wal (inkomende kanalen);
- (c) toegangskanaal voor toegangsberichten van wal naar schip (uitgaand);
- (d) communicatiekanalen van wal tot wal om gesproken berichten en overgeseinde gegevens door te geven in verband met de coördinatie binnen het net.

Sommige van de kanalen zoals genoemd onder letter (a) en (b) dienen voldoende lineair te zijn om telexberichten, telex-

seinen, peilseinen en noodseinen met frequentie-multiplex techniek over te brengen.

Het bereik hiervan omvat het gehele segment van de aarde dat zichtbaar is vanuit de positie van de satelliet in de geostationaire baan om de aarde.

4. *Voorzieningen op aarde die bij het MAROTS-ruimtesegment zijn inbegrepen*

Het MAROTS-ruimtesegment omvat de volgende aardse elementen:

(a) *Satelliet controle faciliteiten (SCF)*

Een serie voorzieningen voor de controle over de satelliet bestaande uit een Satelliet Controle Centrum (SCC) verbonden met een grondstation voor de controle van satellieten (Satellite Control Earth Terminal (SCET)) dat voorziet in verremeting, baanbepaling en besturing van de satelliet en in de calibratie van de verbindingen.

(b) *Elektronische Testapparatuurcombinaties (Electronic Test Sets (ETS))*

Enkele Elektronische Testapparatuurcombinaties (ETS) die dienen ter ondersteuning van de evaluatie en calibratie van de werking van het systeem en die in staat zijn alle signalen op de L-band over te brengen naar en te ontvangen van de satellieten.

5. *Tijdschema*

Het voorlopige tijdschema voor de ontwikkeling van het MAROTS-voertuig luidt als volgt:

- fase A:
oktober 1973 –
december 1973;
- fase B:
januari 1974 –
medio 1974;
- fase C/D:
medio 1974 –
medio 1977.

De lancering van de satelliet is gepland voor medio 1977.

6. *Herzieningsclausule*

De bepalingen van deze Bijlage kunnen worden herzien bij een met eenparigheid van stemmen genomen besluit van de Programmaraad.

Bijlage B

bij de Overeenkomst tussen bepaalde Lid-Staten van de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek en de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek betreffende de uitvoering van een programma voor een maritieme satelliet

1. *Kosten van het Programma*

Het vaste financiële raam van het „MAROTS”-Programma bedraagt 75 miljoen rekeneenheden tegen de prijzen van medio 1973. Dit bedrag omvat:

- de algehele directe uitgaven voor het tijdvak 1973–1979, met inbegrip van:
 - interne kosten van de Organisatie,
 - kosten voor ontwikkeling en vervaardiging van de satelliet,
 - investering en lopende kosten van SCF/ETS,
 - drager,
 - bestudering;
- en een aandeel in de gemeenschappelijke uitgaven en ondersteunende uitgaven van de Organisatie. Dit aandeel hangt af van de omvang van het totale programma van de Organisatie en van de toekomstige methode van hertoewijzing.

2. *Verdeelsleutel*

Iedere deelnemer draagt bij in de kosten voortvloeiende uit de uitvoering door de Organisatie van het „MAROTS”-Programma krachtens deze Overeenkomst, overeenkomstig de volgende verdeelsleutel:

Staten	Aandeel in de bijdragen %
Bondsrepubliek Duitsland	20,00
België	1,00
Spanje	1,00
Frankrijk	12,50
Italië	2,30
Verenigd Koninkrijk	58,50
Andere landen *)	4,70
Totaal	100,00

*) Aan het Verenigd Koninkrijk toegekend stemgewicht zolang het bepaalde in artikel 5, vierde lid, van de Overeenkomst van toepassing is.

De eerste betaling van de Italiaanse bijdrage vindt plaats in januari 1975.

3. *Verslagen van de Organisatie inzake de financiële situatie en het sluiten van contracten*

De Directeur-Generaal van de Organisatie verstrekt de nodige instructies omtrent de voorlegging van verslagen inzake de vorderingen en de geografische werkverdeling, inzake de afroeping van bijdragen, verrichte uitgaven en de meest recente ramingen van de kosten tot en met de voltooiing van het „MAROTS“-Programma, overeenkomstig de desbetreffende bepalingen in het Financiële Reglement van de Organisatie en de door de Raad van de Organisatie aangenomen bepalingen betreffende de voor te leggen periodieke verslagen (doc. ESRO/C/306, add. 2, herz. 1).

4. *Financiële voorschriften*

De directe uitgaven voortvloeiend uit de uitvoering van het „MAROTS“-Programma door de Organisatie krachtens de bovenstaande Overeenkomst worden ten laste gebracht van een programmabegroting die door de Organisatie wordt opgesteld en beheerd overeenkomstig de desbetreffende bepalingen van haar Financiële Reglement. Het voor het programma bestemde aandeel in de gemeenschappelijke kosten en de ondersteuningsuitgaven van de Organisatie worden vastgesteld en ten laste van de programmabegroting gebracht overeenkomstig de desbetreffende beginselen en procedures, aangenomen door de Organisatie.

5. *Herzieningsclausule*

De bepalingen in de eerste en tweede paragraaf van deze Bijlage kunnen worden herzien bij een met eenparigheid van stemmen genomen besluit van de Programmaraad. De bepalingen van de derde en vierde paragraaf van deze Bijlage kunnen worden herzien bij een met tweederde meerderheid van stemmen genomen besluit van de Programmaraad.

D. PARLEMENT

De Overeenkomst behoeft ingevolge artikel 64, juncto artikel 60, tweede lid, der Grondwet de goedkeuring der Staten-Generaal, voordat tot toetreding kan worden overgegaan.

E. BEKRACHTIGING

Bekrachtiging of goedkeuring is voorzien in artikel 12, tweede lid, van de Overeenkomst.

F. TOETREDING

In overeenstemming met artikel 12, vijfde lid, heeft de volgende Staat een akte van toetreding tot de Overeenkomst nedergelegd bij de Franse Regering:

Zweden 4 juni 1974

G. INWERKINGTREDING

De bepalingen van de Overeenkomst, met Bijlagen, zijn ingevolge artikel 12, derde lid, op 27 november 1973 in werking getreden voor de Bondsrepubliek Duitsland (mede voor het „Land” Berlijn) en voor het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, alsmede voor de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek.

J. GEGEVENS

Van het op 14 juni 1962 te Parijs tot stand gekomen Verdrag tot oprichting van een Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek, cum annexis, welke Organisatie partij is bij de onderhavige Overeenkomst, is de tekst geplaatst in *Trb.* 1963, 2 en de vertaling in het Nederlands in *Trb.* 1963, 20; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1969, 53.

Van het op 6 maart 1948 te Genève tot stand gekomen Verdrag namens de Intergouvernementele Maritieme Consultatieve Organisatie, naar welke Organisatie in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, is de tekst geplaatst in *Stb.* J 93 en de vertaling in *Trb.* 1953, 104; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1975, 31.

De Europese Ruimteconferentie, naar welke Conferentie in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, is ingesteld bij een resolutie van 13 juli 1967. De tekst van die resolutie is afgedrukt in *Trb.* 1969, 51; zie ook *Trb.* 1974, 103.

Van de op 21 september 1974 te Neuilly-sur-Seine tot stand gekomen Overeenkomst tussen bepaalde Lid-Staten van de Europese Organisatie voor Ruimteonderzoek en de Europese Organisatie voor

Ruimteonderzoek betreffende de uitvoering van een telecommunicatie-satellietenprogramma, naar welke Overeenkomst in de preambule tot de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1975, 76.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Statuut van het Internationale Gerechtshof, naar welk Hof in artikel 11, eerste lid, van de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Trb.* 1971, 55.

Van het op 26 juni 1945 te San Francisco tot stand gekomen Handvest der Verenigde Naties, naar welk Handvest in artikel 20 van de onderhavige Overeenkomst wordt verwezen, zijn tekst en vertaling geplaatst in *Stb.* F 321; zie ook, laatstelijk, *Trb.* 1973, 156.

Uitgegeven de veertiende juli 1975.

De Minister van Buitenlandse Zaken,

M. VAN DER STOEL.